



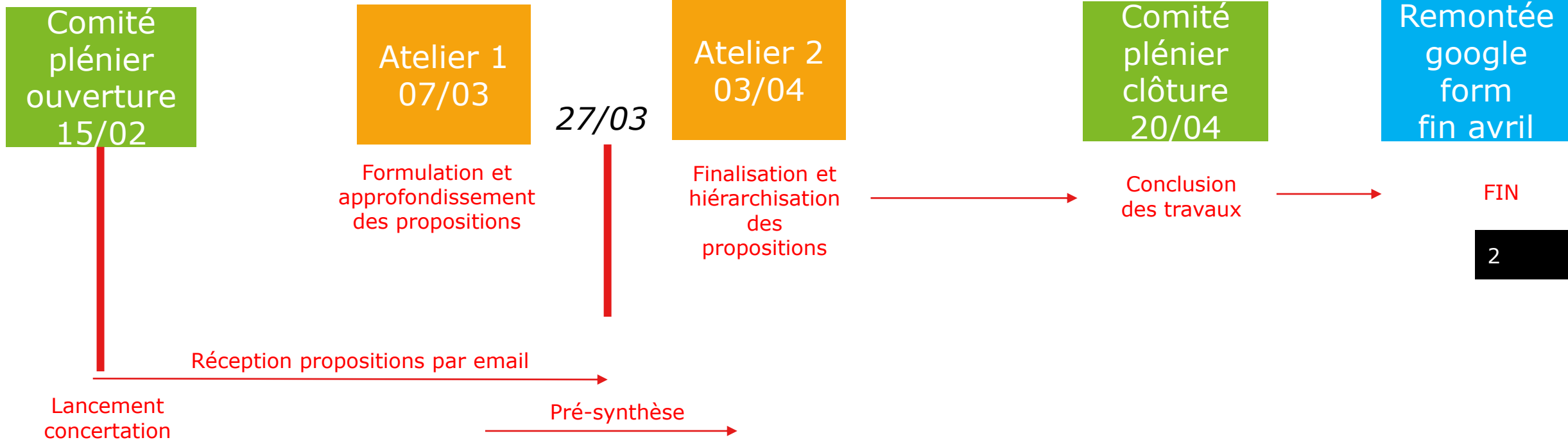
Thématique 3 : Adaptation et transition face au changement climatique

Atelier 2 : 3 avril 2023

chambres-agriculture.fr



Calendrier (GT3 – chgt clim)



Objectifs de cet atelier

- Finaliser les propositions régionales GT3
 - 13 propositions finalisées selon le cadre PLOAA
 - issues de l'atelier 1 et des retours écrits avant le 27 mars

- Dégager 5 propositions prioritaires

Cadre propositions PLOAA

Restitutions des concertations régionales PLOA

Remplir 1 fiche par proposition



[Changer de compte](#)

(non partagé)



*Obligatoire

Quel est le titre de votre proposition ? *

Votre réponse

Décrivez votre proposition et les leviers d'action en 15 lignes maximum *

Votre réponse

Dans quelle thématique s'inscrit la proposition ? *

- Orientation et formation
- Installation et transmission
- Adaptation et transition face au changement climatique

Quel est le contexte régional lié à cette proposition ? *

Votre réponse

A quel enjeu stratégique régional vise à répondre cette proposition ? Quel objectif cherche t-on à atteindre ? A quelle échéance ? *

Votre réponse

Concernant la proposition, à quels leviers parmi ceux cités ci-dessous se réfère-t-elle ? *

- mesure législative/réglementaire à créer
- mesure nationale existante à amplifier ou adapter
- mesure nationale à créer
- mesure régionale existante à amplifier ou adapter
- mesure régionale à créer
- mesure organisationnelle
- autre type d'action

Quels sont les acteurs qui devraient être engagés ? *

Votre réponse

Pour cette proposition, y a-t-il eu un consensus des acteurs ? Ou un dissensus ? *

- Consensus
- Dissensus (à préciser en commentaires)

Considérez-vous cette proposition comme prioritaire ? *
Pour rappel, vous pouvez prioriser 5 propositions par thématique.

- Oui
- Non

Avez-vous des commentaires ?

Votre réponse

[Envoyer](#)

[Effacer le formulaire](#)

N'envoyez jamais de mots de passe via Google Forms.

Ce contenu n'est ni rédigé, ni cautionné par Google. [Signaler un cas d'utilisation abusive](#) - [Conditions d'utilisation](#) - [Règles de confidentialité](#)

Google Forms



Proposer à tous les agriculteurs un accompagnement global et personnalisé intégrant les enjeux du changement climatique

Proposition

- Sensibiliser et informer les agriculteurs sur les enjeux du changement climatique
- Généraliser la démarche de transition climatique « diagnostic/préconisations/plan d'actions » de l'exploitation agricole à tous les agriculteurs
- Former les acteurs du conseil agricole aux enjeux du changement climatique
- Financer le diagnostic et les leviers d'action
- Intégrer le changement climatique dans les projets d'entreprise des nouveaux installés

Levier

Mesure nationale à créer

Proposer à tous les agriculteurs un accompagnement global et personnalisé intégrant les enjeux du changement climatique

Contexte régional

IDF impactée par le changement climatique dès le futur proche (~2040)
Peu d'intégration du changement climatique dans le conseil agricole

Objectif régional

Mise en place dès 2025

Acteurs

Techniques : Chambre d'agriculture, Instituts technique, Coopération agricole, ONVAR
Financiers : Ministère, Région, Départements, France AgriMer

Consensus ?

Prioritaire ?

➤ Appliquer le zéro artificialisation nette en IDF

Proposition

La loi Climat et résilience du 22 août 2021, dispose que l'objectif Zéro Artificialisation Nette dit ZAN doit être atteint à l'horizon 2050 et fixe comme première étape à atteindre en 2031 une réduction de moitié de la consommation des espaces naturels agricoles et forestiers constatée dans la décennie 2012-2022. La région Ile-de-France n'est pas concernée par ce calendrier.

Modifier la loi Climat et Résilience pour faire cesser cette spécificité

Levier

Mesure législative

➤ Appliquer le zéro artificialisation nette en IDF

Contexte régional

De 2017 à 2021, le MOS de l'Institut Paris Région note que la consommation d'espaces est repartie à la hausse comparativement à la période précédente
Exemption ZAN pour l'IDF

Objectif régional

Réduire de moitié la consommation d'espace dès aujourd'hui

Acteurs

Conseil Régional, services de l'Etat, chambre d'agriculture

Consensus ?

Prioritaire ?



Adapter le Label Bas Carbone à la valorisation du maintien de bonnes pratiques

Proposition

- Adapter les méthodes Label Bas Carbone agricoles (grandes cultures et carbon agri notamment) pour tenir compte des réductions d'émissions permises par rapport au scénario de référence générique : retrait du rabais associé, autorisation de renouvellement de l'utilisation du scénario de référence générique
- Communiquer auprès des acheteurs de crédits carbone autour de l'intérêt de soutenir les agriculteurs pionniers qui ont développé par leurs propres moyens un système vertueux et qui souhaitent le maintenir dans le temps
- Structurer le marché du carbone pour le rendre plus accessible aux agriculteurs

Levier

Mesure nationale à renforcer

Adapter le Label Bas Carbone à la valorisation du maintien de bonnes pratiques

Contexte régional

La majorité des agriculteurs pratiquant les couverts végétaux et le semis direct dans la région le font depuis au moins 3 ans

Les entreprises approchées se montrent réticentes à financer un maintien de bonnes pratiques

Objectif régional

Engager la majorité des agriculteurs pratiquant les couverts végétaux et le semis direct de la région dans des projets Label bas Carbone d'ici 5 ans

Acteurs

Label bas Carbone : Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires

Communication: DRIEAT, DRIAAC, France Carbon Agri Île-de-France

Consensus ?

Prioritaire ?

Accompagner les projets photovoltaïques à forte dimension agricole

Proposition

- Concerter la profession agricole quant aux zonages prioritaires pour les projets d'agrivoltaïsme (délaissés, friches, etc.)
- Formaliser l'engagement de la profession agricole vis-à-vis du développement modéré de ces projets

Levier

Mesure législative

Accompagner les projets photovoltaïques à forte dimension agricole

Contexte régional

arrivée des énergéticiens comme porteurs de projets méthanisation et photovoltaïque
projets plus gros avec moins de partage de valeur avec les agriculteurs

Objectif régional

poursuite de l'activité agricole dans les futurs projets agrivoltaïques

Acteurs

Etat, Organisations Professionnelles Agricoles

Consensus ?

Prioritaire ?



Accompagner les projets de méthanisation en phase avec la transition écologique

Proposition

- Sensibiliser la population sur le rôle de la méthanisation dans la transition écologique
- Affiner le plafond de 15% de cultures dédiées :
 - renforcer les exigences dans le cas général pour tendre vers 0% de cultures dédiées
 - dans les aires d'alimentation de captage, permettre à titre exceptionnel la valorisation méthanogène de cultures sans intrants⁷
- Accélérer le traitement des recours par les tribunaux

Levier

Mesure législative



Accompagner les projets de méthanisation en phase avec la transition écologique

Contexte régional

Projets souvent bloqués par les délais de traitement des recours
Priorité à la vocation nourricière des terres agricoles
Attentes autour des cultures bas niveau d'intrants en aire d'alimentation de captage

Objectif régional

Développement des projets de méthanisation agricole sans concurrence avec les productions alimentaires

Acteurs

Etat, Région

Consensus ?

Prioritaire ?

Hiérarchiser les ressources en eau les plus durables via une cartographie régionale

Proposition

- Recherche et compilation bibliographique : données BRGM (infoterre, BDLisa), données Agence de l'eau (SDAGE, SAGE), données OUGC, données services de l'Etat (DRIEAT, DDT)
- Aller-retour avec l'administration pour hiérarchiser la durabilité des différentes ressource en eau par secteur (réutilisation eaux usées traitées à < 10 km d'une station d'épuration ? retenues en zone fréquemment inondée ? forage en zone à faible concurrence pour l'eau ?) en tenant compte de tous les usages, afin d'éviter l'apparition de nouvelles zones de tension quantitative
- Financer le travail associé
- Mise à disposition sous forme de cartographie aux porteurs de projets d'irrigation

Levier

Mesure régionale à créer

Hiérarchiser les ressources en eau les plus durables via une cartographie régionale

Contexte régional

Eau potable : fort besoin en AEP, nappes stratégiques AEP
Irrigation : ZRE, gestion collective OUGC, volume irrigation limité alors que besoins en eau grandissants

Objectif régional

Protéger la ressource en eau (qualité, quantité) pour Paris et sa Région
Pérenniser l'irrigation pour assurer une agriculture locale diversifiée
Etudier les alternatives au prélèvement en nappe
Éviter les tensions liées au partage de l'eau

Acteurs

Techniques : Chambre d'agriculture, syndicats d'eau potable et d'assainissement, associations d'irrigants, DRIEAT, DDT, Aquif'Brie, BRGM
Financiers : AESN, Ministère, Région, Départements

Consensus ?

Prioritaire ?



Assouplir l'obligation de PTGE pour la création de retenues à taille humaine

Proposition

- Pour les projets concernant < 5 agriculteurs, en priorité diversifiés et/ou en agriculture biologique :
 - conserver l'obligation de dossier Loi sur l'eau, déjà très contraignant
 - remplacer la démarche PTGE par une concertation multi-usages (eau potable, irrigation, alimentation locale, biodiversité, protection face aux inondations, intégration paysagère) avec un nombre réduit d'acteurs représentatifs sous l'égide du Préfet : DDT, EPTB ou syndicat de rivière, collectivité locale, Chambre d'agriculture, porteurs de projets
 - réaliser le cas échéant les études nécessaires à l'appui à la concertation (détermination du Débit Minimum Biologique (DMB) à laisser à chaque cours d'eau par exemple)

Levier

Mesure nationale/régionale à créer

Assouplir l'obligation de PTGE pour la création de retenues à taille humaine

Contexte régional

Pas de PTGE à ce jour
Volumes alloués à l'irrigation limités + pluies estivales plus rares + restrictions estivales plus fréquentes
Partenariat avec SGL et MGP pour allier protection contre les inondations et stockage pour l'irrigation
Partenariat avec Aqual'Yonne dans projet Champagne 2060

Objectif régional

Faire du stockage une des solutions pour l'irrigation, en favorisant une vision multi-usages, notamment la protection contre les inondations

Acteurs

Techniques : Chambre d'agriculture, DRIEAT, DDT, SGL, syndicats de rivière, Aqual'Yonne
Financiers : AESN, Ministère, Région, MGP, Départements

Consensus ?

Prioritaire ?

Développer la réutilisation d'eaux usées traitées

Proposition

Imposer le stockage et la mise à disposition locale de tout ou partie de l'eau après traitement par les maîtres d'ouvrage des stations d'épuration, pour les usages prioritaires

Levier

Mesure législative

➤ Développer la réutilisation d'eaux usées traitées

Contexte régional

Partenariat avec Aqual'Yonne dans projet Champagne 2060 : partie sur REUT
Discussions à venir sur plusieurs projets de REUT en 95 et 77
Objectif nationaux de développement de la REUT

Objectif régional

Augmentation du nombre de projets de réutilisation des eaux usées traitées

Acteurs

Etat, syndicats d'assainissement

Consensus ?

Prioritaire ?

➤ Légiférer sur l'indemnisation des sur-inondations

Proposition

- Mise en place de systèmes indemnitaires ou compensatoires en cas de sur-inondations par des ouvrages construits avant 2014 (mobilisation de la taxe GEMAPI par exemple) :
 - des propriétaires pour perte de valeur vénale ;
 - des exploitants agricoles pour dommage touchant les récoltes, les cultures, le cheptel, le matériel etc.
- Créer un fonds d'indemnisation dimensionné pour faire face aux engagements de la collectivité porteuse
- Prise en compte des sur-inondations liés aux dysfonctionnements d'ouvrages
- Pérenniser les indemnités

Levier

Mesure législative

➤ Légiférer sur l'indemnisation des sur-inondations

Contexte régional

Ouvrages de limitation du risque d'inondation en amont des villes (Paris notamment)
Servitude de sur-inondation pour les ouvrages > 2014 ; pas de système indemnitaire pour les ouvrages antérieurs

Objectif régional

Mise en place dès que possible
Protections des biens et des personnes lors des épisodes de crues
Productions locales et sécurité alimentaire
Sécurité économique des agriculteurs impactés par le changement climatique et l'urbanisation ou les autres activités locales

Acteurs

Techniques : Chambre d'agriculture, collectivités, instituts techniques, Seine Grands Lacs, Agence de l'eau
Financiers : Ministère, Région, Départements, collectivités

Consensus ?

Prioritaire ?



Amplifier la recherche, l'innovation et le transfert autour du changement climatique

Proposition

- Accroître les investissements publics et privés dans la recherche, en privilégiant les projet intégrant différents enjeux de transition écologique (énergie, intrants, climat, eau, biodiversité, air etc.)
- Analyser scientifiquement, techniquement et économiquement les trajectoires de transformation en mobilisant l'ensemble des acteurs de la recherche et du développement (appels à projets multi-acteurs)
- Renforcer les liens entres les acteurs de la recherche et le développement agricole pour massifier le transfert de la recherche vers les agriculteurs
- Accompagner les projets d'expérimentation conduits par des groupes d'agriculteurs
- Développer des plateformes numériques d'accès libre aux ressources R&D (ecophyto pic – Rd AGRI) et les ouvrir aux travaux des chercheurs

Levier

Mesure nationale à renforcer

Amplifier la recherche, l'innovation et le transfert autour du changement climatique

Contexte régional

- De nombreux acteurs de la recherche
- Beaucoup de projets de recherche
- Impression de mauvaise adéquation de la recherche avec les préoccupations du monde agricole
- Recherche peu accessible pour les conseillers et les agriculteurs
- Peu de projets de recherche thématiques multi chercheurs / multi-instituts

Objectif régional

Bénéficier des multiples projets de recherche pour les agriculteurs d'île de France
Développer les échanges entre acteurs de la recherche R&D et les acteurs de terrain
Renforcer la coopération de projets de recherche

Acteurs

Etat, acteurs de la recherche institutionnelle, instituts techniques, chambres d'agriculture, agriculteurs

Consensus ?

Prioritaire ?

➤ Développer les filières de diversification

Proposition

Conforter le maillage régional d'outils de transformation et de conditionnement pour structurer des filières de diversification durables

Généraliser le recours à des contrats type pluriannuels, avec modalités de juste rémunération des producteurs et meilleure répartition de la valeur

25

Levier

Mesure régionale à renforcer

➤ Développer les filières de diversification

Contexte régional

projets alimentaires territoriaux
projets d'unité de conditionnement/transformation (Provins)

Objectif régional

Développement des moyens de production « filières »

Acteurs

Collectivités territoriales, Région, Départements, PNRs
Interprofessions et OPA

Consensus ?

Prioritaire ?

➤ Développer les Paiements pour Services Environnementaux

Proposition

Sensibiliser en région les acteurs privés sur les exemples de PSE réussis (eau, biodiversité, etc.)

Déployer le marché du carbone en Ile-de-France

Levier

Mesure nationale à renforcer

➤ Développer les Paiements pour Services Environnementaux

Contexte régional

PSE Suez Eau France depuis 2022
PSE Eau de Paris depuis 2020
PSE AESN : Vexin, Chevreuse depuis 2020
Création France Carbon Agri associés IDF fin 2022

Objectif régional

Disposer d'une gamme de paiements pour service environnementaux adaptée aux priorités régionales

Acteurs

DRIEAT, DRIAAP
Entreprises privées de la région
France Carbon Agri Associés IDF

Consensus ?

Prioritaire ?

➤ Affiner les rendements de référence assurés

Proposition

Etablir une cartographie de référence à une échelle plus précise que l'échelle départementale
Actualiser les rendements de référence à partir des données annuelles du ministère de l'agriculture
Diffuser ces données auprès des assureurs

Levier

Mesure nationale à renforcer

➤ Affiner les rendements de référence assurés

Contexte régional

Rendement assuré = rendement moyen olympique de l'exploitation si disponible départemental sinon (nouvelle culture sur l'exploitation)

Objectif régional

Nouveau référentiel de rendement opérationnel en 2026

Acteurs

MASA, DRIAAF, OPA, assureurs

30

Consensus ?

Prioritaire ?

5 propositions prioritaires ?

Indemnisation des sur-inondations

Développer les filières de diversification

Cartographie de durabilité des ressources en eau

Diagnostic global personnalisé chgt clim

Développer les PSE

Méthanisation en phase avec transition écologique

Amplification R&D

Affiner les rendements de référence assurés

Projets photovoltaïques à vocation agricole

Réutilisation d'eaux usées traitées

Assouplissement PTGE petites retenues

Appliquer le zéro artificialisation nette

Label Bas Carbone valorisation du maintien de bonnes pratiques